

# Synthèse Parlons Europe IDF

## En quelques mots

Une convergence de vues entre les 3 groupes sur les réussites, les insatisfactions, les attentes, les propositions.

=> Les acquis sont indéniables pour le citoyen mais pas suffisamment reconnus : l'Europe est notre bien commun (Nous sommes « les enfants de l'Europe ») mais aujourd'hui ce qui domine, c'est le sentiment d'une perte des repères, d'une dilution de l'essentiel dans un environnement trop large et trop tracassier : l'Europe doit faire preuve de son efficacité et de sa proximité au quotidien.

Alors qu'il n'y a plus de vision historique d'un projet européen partagé, le sentiment de ne plus être dans la construction mais la maintenance de l'UE

=> Pour le salarié, interrogations sur l'ordre des priorités européennes, les bénéfices de l'Europe pour le consommateur et la manière dont EDF se positionne dans cet environnement

## Les « plus » de l'Europe

- « Une chance » : liberté de circulation, ERASMUS, monnaie unique, gouvernance supranationale, même prix pour les communications téléphoniques...  
Ce sont des choses dont les jeunes générations n'ont pas nécessairement conscience
- L'Europe de la PAIX : la démocratie, un espace protégé, de stabilité politique, une destination prisée
- Un exemple de transparence sur le fonctionnement des institutions (nb : pas partagé par tous) : il est possible de trouver beaucoup d'information si on la cherche
- L'approche globale du paquet énergie / climat est saluée comme une avancée
- Politique Agricole Commune
- Infrastructures de transport (réseau routier)
- Capacité à faire face aux crises (cf. crise financière)
- Solidarité européenne (cf. développement économique des nouveaux entrants)

## Les « moins » de l'Europe

- Un objet très lointain et très distant : les Etats semblent jouer un rôle dans la mise à distance de l'Europe
- Une boîte noire : quelles sont les décisions prises et comment ? Qui sont nos députés européens (mandat européen = punition ?) ?

- L'Europe n'avance que par des crises, n'a plus de projet commun donnant un sens à l'intégration européenne
- Problème de représentation politique : députés européens de second plan, mal préparés, pas intéressés...
- Représentativité relative : taux de participation aux élections européennes fait que les résultats n'expriment pas l'opinion de la majorité
- La « doctrine libérale » de l'UE sur les Etats Membres n'a pas été un choix des citoyens : elle a conduit à une précarisation
- Elargissement précoce (trop rapide) à certains Etats Membres justifie peut-être un déficit d'intégration de l'UE. L'Europe à 28 rend difficile à s'identifier en tant que citoyen européen
- Volet social : directive travailleurs détachés / Ecart de fiscalité ➔ distorsion de concurrence entre Etats Membres
- Pas d'harmonisation dans le champ médical-santé
- « *Je me sens ignare sur l'Europe* », « *j'ai l'impression de me faire avoir* » (cf approche très économique de l'Europe)
- Une Europe tatillonne, qui va trop dans les détails et se perd dans la réglementation et perd de vue l'essentiel, notamment sa place dans le monde face aux autres grandes puissances (USA, Chine, Russie...), manque d'efficacité. Il y a urgence économique à être plus pragmatique et peser sur l'échiquier mondial. « L'Europe ouverte » versus « L'Europe offerte » : est-elle toujours assez protectrice ? (cf accords commerciaux)
- Une Europe qui ne sait pas valoriser son travail, son impact et ses bénéfices (en particulier en période de crise économique, migratoire etc) : faible couverture médiatique (uniquement centrée sur les défauts de l'Europe) – « *Qui vend le bilan de l'Europe ?* » (comme le font nos élus en fin de mandat)

### **En matière d'énergie**

- Une Europe dogmatique (« rouleau compresseur ») dans ses décisions concernant l'énergie en particulier, et qui peut parfois faire preuve d'ingérence (ex. objectifs fixés pour les énergies renouvelables)
- Une Europe trop prescriptive, fixant non seulement les objectifs mais aussi les moyens à mettre en œuvre : pour certains cela restreint nos marges de manœuvre, pour d'autres cela oblige les Etats à la traîne à progresser
- Une politique de libéralisation du marché de l'énergie dont le bilan ne s'avère pas si positif ni pour les consommateurs, ni pour les acteurs historiques du marché.
- Une Europe opaque avec un processus de décision peu lisible (ex. pour les concessions hydrauliques, la mise en œuvre semble différente selon les pays – des « deals » ont-ils été passés ?)
- Un manque de positionnement politique partagé au niveau européen (ex. suite Fukushima – arrêt des centrales nucléaires en Allemagne, alourdissement des contraintes sûreté en France, et pas d'impact dans d'autres pays européens)

- Aujourd'hui la priorité semble donnée à l'approfondissement du marché vers plus de concurrence mais le défi est beaucoup plus industriel désormais = > pas de champion européen, or on en a besoin, autour de filières industrielles fortes : stockage...
- L'UE semble très autocentrée sur l'accomplissement du marché intérieur et la concurrence intérieure. Pas assez de discours vers l'extérieur

## Les propositions

- Revaloriser les actions d'harmonisation de l'Europe (bilan des actions de cohésion)
- Améliorer la connaissance du fonctionnement des institutions européennes : pédagogie, médiatisation
- Favoriser la conscience européenne dès l'école par l'enseignement d'une histoire européenne (et pas simplement centrée sur les Etats) et un enseignement supérieur plus harmonisé
- Lancer un chantier sur le socle commun de nos valeurs afin de développer le sentiment d'appartenance et clarifier une identité européenne en perte de vitesse
- Communiquer plus sur les bénéfices de l'Europe : mettre en avant la paix durable qu'a apportée l'Europe, la sécurité d'approvisionnement en matière d'énergie,
- Plutôt qu'une pédagogie sur des grands objectifs abstraits, privilégier une pédagogie par l'exemple (ex : sur les « bonnes pratiques » européennes)
- Faire un bilan de la libéralisation des marchés de l'énergie 20 ans après
- Se centrer sur les priorités qui touchent le quotidien des européens (face aux urgences climatiques : soutenir prix du CO2 au niveau européen, être plus coercitif sur les émissions de CO2. La qualité de l'air est un sujet pour le citoyen beaucoup plus que les concessions hydroélectriques)
- Hiérarchiser et clarifier les objectifs en matière de climat : améliorer l'efficacité énergétique avec pour objectif la décarbonation – qui ne doit pas pour autant être synonyme de déclin du nucléaire
- Trouver le bon niveau de subsidiarité en matière d'énergie
- Enrichir l'approche énergétique européenne d'une dimension politique et géopolitique (en dépassant la stricte dimension économique – « *l'Europe de l'Energie, ce n'est pas que le marché de l'électricité* »)